

Lettre ouverte à Jean Luc Hees

Monsieur le Président,

Après un délai de réflexion, d'avril à mai, vous avez donné, le 28 mai 2009, le feu vert au chantier de réhabilitation de la Maison de la radio en signant les marchés.

Lors du CE PIDF de juillet, la direction disait travailler avec l'État sur les aspects financiers du projet en vue du futur Contrat d'Objectifs et de Moyens pour la réhabilitation. Et que cela se passait « plutôt bien ». Votre message se voulait donc aussi rassurant que celui de la direction précédente.

Le 1^{er} septembre 09, le site internet Satmag rapporte que vous leur avez déclaré qu'avec les travaux de la maison de Radio France, vous aviez une bombe atomique au-dessus de la tête. Vous auriez d'ailleurs précisé « on a beaucoup communiqué à ce sujet et pas mal menti ». Ajoutant que ce problème de financement aurait des répercussions sur tous les domaines et forcément limiterait les projets.

Pourquoi soudain de tels propos ?

La CGT n'a eu de cesse d'interpeler les directions successives pour avoir l'assurance que Radio France avait bien obtenu de l'État les garanties du financement du chantier qui permette la pérennité de l'ensemble des activités et l'emploi de tous ses salarié-e-s.

Les déclarations que vous laissez circuler dans la presse propagent le doute et la rumeur et nous laissent penser que :

- Ou bien vos prédécesseurs - vous-même en signant le lancement du chantier - avez été bien imprudents, voire désinvoltes, de prendre pour argent comptant les propos rassurants des représentants de l'état,
- Ou bien, ni eux, ni vous, n'avez mesuré à temps les conséquences sur les activités (actuelles et futures) et l'emploi,
- Ou bien, vous et eux le saviez pertinemment et avez fait jusqu'ici comme si de rien n'était, sacrifiant délibérément par avance l'entreprise et ses salarié-e-s,
- Ou bien vous avez connaissance d'éléments nouveaux qui vous font craindre le pire.

Quelque soit le scénario, il est maintenant de votre responsabilité d'en informer rapidement les salarié-e-s et leurs représentant-e-s officiellement, de façon étayée, et non par voie de presse.

Paris, le 08 sept.-09